(1)

(N° 90.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 16 MAI 1870.

Rapport de la Commission des Travaux publics, chargée d'examiner le Projet de Loi qui proroge l'art. 1^{er} de la loi du 12 avril 1835 concernant les péages sur les chemins de fer de l'État.

(Voir les Nos 158 et 181 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. WINCQZ, Président; COGELS, STIELLEMANS et le Baron DE LABBEVILLE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Gouvernement a été autorisé, par l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1835, à régler les péages sur les chemins de fer de l'État, par arrêté royal. Les pouvoirs qui lui ont été ainsi délégués ont été successivement prorogés depuis 1836 jusqu'au 1^{er} juillet 1870, par périodes de trois années, sauf qu'en 1869 les Chambres, désirant être éclairées sur la réforme du tarif des voyageurs, ont réduit cette prorogation à un an.

Le Projet de Loi qui vous est soumis a pour objet de rentrer dans le système consacré par l'article précité, en accordant au Gouvernement une nouvelle prorogation de trois années.

Votre Commission des Travaux publics approuve votre demande et elle a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Président,
P.-J. WINCQZ.

Le Rapporteur,
Baron J. DE LABBEVILLE.